

Jour de séance 41

le mardi 15 mai 2012

13 h

Prière.

Le premier ministre dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants : d'une part, *Stratégies d'innovation : Cadre visant à accélérer la croissance de la province du Nouveau-Brunswick, Avril 2012* et, d'autre part, *Stratégies d'innovation : Cadre visant à accélérer la croissance de la province du Nouveau-Brunswick : Sommaire, Avril 2012*.

Sont déposés et lus une première fois les projets de loi suivants :

par l'hon. M^{me} Coulombe :

43, *Loi sur l'apprentissage et la certification professionnelle*;

par l'hon. M. Leonard :

44, *Loi sur la passation des marchés publics*.

M. Fraser donne avis de motion 58 portant que, le jeudi 24 mai 2012, appuyé par M. Arseneault, il proposera

qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents du ministère de la Santé relativement à l'éclosion d'infection à *E. coli* qui a eu lieu dans la région de Miramichi en mai 2012, notamment les rapports, les enquêtes, les résultats d'analyses, la correspondance et la documentation connexe.

L'hon. P. Robichaud, leader parlementaire du gouvernement, annonce que l'intention du gouvernement est que la Chambre se forme en Comité des subsides pour étudier les prévisions budgétaires du Conseil de gestion du gouvernement et du ministère du Développement social, après quoi la deuxième lecture des projets de loi 30, 31, 32, 34, 36, 37, 39, 41 et 42 sera appelée.

L'hon. P. Robichaud donne avis que, le mercredi 16 mai 2012, la deuxième lecture des projets de loi 43 et 44 sera appelée.

La Chambre, conformément à l'ordre du jour, se forme en Comité des subsides, sous la présidence de M. Urquhart.

La séance, suspendue à 14 h 51, reprend à 15 h 5.

Après un certain laps de temps, M. Betts assume la suppléance à la présidence du comité.

La séance, suspendue à 15 h 56, reprend à 16 h 29.

La séance, suspendue à 16 h 46, reprend à 16 h 51 sous la présidence de M. Urquhart.

La séance, suspendue d'office à 18 h, reprend à 19 h.

Après un certain laps de temps, M. Betts assume la suppléance à la présidence du comité.

Après un certain laps de temps, M. C. Landry, assume la présidence du comité.

Après un autre laps de temps, le président de la Chambre reprend la présidence de séance. M. C. Landry, président du comité, demande au président de la Chambre de revenir à la présentation des rapports de comités et fait rapport que le comité a étudié les questions dont il a été saisi et a adopté les derniers crédits.

Le président de la Chambre, conformément à l'article 78.2 du Règlement, met aux voix la motion d'adoption du rapport, dont la Chambre est réputée être saisie ; la motion est adoptée.

Voici les crédits dont il est fait rapport :

BUDGET PRINCIPAL, 2012-2013
COMPTE ORDINAIRE

	Votés (\$)
MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL	
Services de bien-être à l'enfance et à la jeunesse . . .	126 396 000
Soins de longue durée	566 075 000
Sécurité du revenu	257 377 000
Services d'habitation	83 966 000
Services généraux et autres	13 322 000
Société de l'inclusion économique et sociale	2 789 000
Moins : crédits législatifs	53 000
Votés	1 049 872 000

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	
Indemnités des députés, comités et activités	8 743 000
Moins : crédits législatifs	4 782 000
Votés	3 961 000
Bureau de l'Assemblée législative	3 391 000
Bureau du vérificateur général	2 104 000
Bureaux des chefs et des membres des partis politiques enregistrés	1 622 000
Moins : crédits législatifs	90 000
Votés	1 532 000
Élections Nouveau-Brunswick	7 034 000
Moins : crédits législatifs	668 000
Votés	6 366 000
Bureau de l'ombudsman et du défenseur des enfants et de la jeunesse	1 685 000
Bureau du commissaire aux langues officielles	513 000
Bureau du défenseur du consommateur en matière d'assurances	476 000
Commissariat à l'accès à l'information et à la protection de la vie privée	605 000
MINISTÈRE DE LA CULTURE, DU TOURISME ET DE LA VIE SAINE	
Administration	2 581 000
Marketing, développement et opérations	26 798 000
Culture	10 048 000
Vie saine	10 095 000
Moins : crédits législatifs	53 000
Votés	49 469 000
MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES GOUVERNEMENTS LOCAUX	
Services généraux	5 420 000
Urbanisme et protection de l'environnement	12 534 000
Gouvernance locale et régionale	2 520 000
Gouvernements locaux	71 990 000
Financement communautaire et services techniques	251 000
Commission d'appel en matière d'évaluation et d'urbanisme	309 000
Agence de l'efficacité et de la conservation énergétiques du Nouveau-Brunswick	11 819 000
Moins : crédits législatifs	53 000
Votés	104 790 000

MINISTÈRE DES FINANCES	
Gestion des ressources financières	15 404 000
Bureau du contrôleur	3 761 000
Moins : crédits législatifs	53 000
Votés	19 112 000
SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE	
Service de la dette publique	672 000 000
Moins : crédits législatifs	663 189 000
Votés	8 811 000
BUREAU DU CONSEIL EXÉCUTIF	
Secrétariat du Conseil exécutif	2 988 000
Communications stratégiques	1 387 000
Cabinet du lieutenant-gouverneur	336 000
Direction des questions féminines	3 198 000
Affaires intergouvernementales	3 150 000
Votés	11 059 000
BUREAU DU CONSEIL EXÉCUTIF	
Secrétariat des affaires autochtones	1 434 000
Conseil de gestion	11 112 000
MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE L'INFRASTRUCTURE	
Administration	15 781 000
Politiques, développement stratégique et relations intergouvernementales	2 222 000
Entretien	56 871 000
Entretien pendant l'hiver	60 555 000
Construction des ponts et des routes	2 227 000
Groupe des bâtiments	115 579 000
Société de voirie du Nouveau-Brunswick	19 998 000
Moins : crédits législatifs	19 508 000
Votés	253 725 000
GOUVERNEMENT GÉNÉRAL	
Provision pour fonds supplémentaires	
- Provision centrale pour traitements	9 283 000
- Autres	54 550 000
- Efficacité des programmes	0
Provision pour pertes	35 100 000
Régimes de retraite prévus par la loi, accumulation de prestations, subventions et allocations supplémentaires	247 284 000
Moins : crédits législatifs	226 000

Votés	247 058 000
Régimes d'avantages sociaux	59 223 000
Moins : crédits législatifs	2 000
Votés	59 221 000
Programme d'égalité d'accès à l'emploi	463 000
Entités consolidées	231 439 000
Moins : crédits législatifs	231 439 000
Votés	0
Commissions versées aux percepteurs de la taxe sur le pari mutuel	560 000
Accords de partage des recettes avec les Premières Nations	31 900 000
Conseil des premiers ministres de l'Atlantique	655 000
Conférences intergouvernementales	23 000

COMPTÉ DE CAPITAL

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Logement public - rénovations et réparations des installations	0
---	---

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DU TOURISME
ET DE LA VIE SAINTE

Amélioration des installations	750 000
--------------------------------------	---------

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES
GOUVERNEMENTS LOCAUX

Districts de services locaux	500 000
------------------------------------	---------

MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE
L'INFRASTRUCTURE

Ponts permanents	43 850 000
Routes permanentes	66 358 000
Infrastructure routière dans les régions rurales	38 000 000
Programme d'infrastructure frontalière Canada - Nouveau-Brunswick	0
Programme du réseau routier national Canada - Nouveau-Brunswick	585 409 000
Projet de traversiers des îles Fundy	0
Travaux publics et infrastructure	164 508 000
Agence de gestion des véhicules	10 000 000
Votés	908 125 000

PRÊTS ET AVANCES

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL	
Habitation	5 905 000
AGENCE DE L'EFFICACITÉ ET DE LA CONSERVATION ÉNERGÉTIQUES DU NOUVEAU-BRUNSWICK	
Prêts pour les améliorations énergétiques	0
MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE L'INFRASTRUCTURE	
Programme de prêts et avances	22 000 000
FONDS DE ROULEMENT SOLDES MAXIMAUX	
AVANCES DE FONDS DE ROULEMENT	
Développement social	1 900 000
Culture, Tourisme et Vie saine	500 000
Environnement et Gouvernements locaux	30 000
Transports et Infrastructure - Algonquin Properties Limited	3 000 000
AVANCES DE PETITE CAISSE	
Développement social	24 000
Culture, Tourisme et Vie saine	97 000
Environnement et Gouvernements locaux	20 000
Autres (petites avances)	40 000
Transports et Infrastructure	23 000
STOCKS	
Développement social	100 000
Culture, Tourisme et Vie saine	1 400 000
Transports et Infrastructure	25 000 000

La Chambre adopte ces crédits.

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 30, *Loi modifiant la Loi d'interprétation*, il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 30 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 30, *Loi modifiant la Loi d'interprétation*, est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité plénier.

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 31, *Loi sur la réforme du droit de 2012 (modifications diverses)*, il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 31 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 31, *Loi sur la réforme du droit de 2012 (modifications diverses)*, est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité plénier.

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 32, *Loi modifiant la Loi de la taxe sur l'essence et les carburants*, il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 32 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 32, *Loi modifiant la Loi de la taxe sur l'essence et les carburants*, est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité plénier.

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 34, *Loi modifiant la Loi sur les droits de la personne*, il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 34 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 34, *Loi modifiant la Loi sur les droits de la personne*, est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité plénier.

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 36, *Loi sur l'abrogation des lois*, il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 36 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 36, *Loi sur l'abrogation des lois*, est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité plénier.

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 37, *Loi modifiant la Loi sur le curateur public*, il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 37 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 37, *Loi modifiant la Loi sur le curateur public*, est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité plénier.

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 39, *Loi sur les petites créances*, il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 39 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 39, *Loi sur les petites créances*, est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité plénier.

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 41, *Loi modifiant la Loi sur l'administration du revenu*, il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 41 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 41, *Loi modifiant la Loi sur l'administration du revenu*, est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité plénier.

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 42, *Loi modifiant la Loi de la taxe sur le capital des corporations financières*, il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 42 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 42, *Loi modifiant la Loi de la taxe sur le capital des corporations financières*, est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité plénier.

La séance est levée à 22 h.

Conformément à l'article 39 du Règlement, les documents suivants, ayant été déposés au bureau du greffier, sont réputés avoir été déposés sur le bureau de la Chambre :

documents demandés dans les avis de motion 53 et 57 (11 mai 2012).